



**Service des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure**

Arrêté n° 2021-168-1 du 17 juin 2021

Objet : Obligation du port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans l'ensemble des marchés de plein vent, des braderies, des brocantes, des vide-greniers, des ventes aux déballages, aux abords des établissements scolaires et universitaires, et des accueils de loisirs sans hébergement, dans les transports en commun, aux abords des gares, des quais et des abris bus, dans les files d'attente, dans tous les rassemblements de plus de dix personnes sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public sur le territoire du département de l'Aveyron

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L.3131-1 et L.3136-1 ;
- VU** le code général des collectivités et notamment ses articles L.2212-2 et L.2215-1 ;
- VU** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du président de la République en date du 29 juillet 2020 nommant Madame Valérie Michel-Moreaux préfète de l'Aveyron ;
- VU** le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU** la déclaration du Premier Ministre en date du 16 juin 2021 ;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé Occitanie en date du 17 juin 2021 et annexé au présent arrêté ;
- VU** la consultation des élus locaux ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 (Covid-19) ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique ;

CONSIDÉRANT que la sortie de crise sanitaire a été décrétée pour l'ensemble du territoire national ;

CONSIDÉRANT la situation épidémiologique et la circulation du virus SARS-CoV-2 (Covid-19) en Aveyron ;

CONSIDÉRANT que le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire prévoit, en son article 1^{er}, que le préfet est habilité à rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, le port du masque lorsque les circonstances locales l'exigent et dès lors que cette obligation n'est pas prescrite par ce décret ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion et, en particulier dans l'espace public et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT que les données épidémiologiques communiquées par Santé Publique France confirment une tendance à la baisse de la circulation du virus dans le département de l'Aveyron. Ainsi, le taux d'incidence pour l'ensemble du département est de 31,3 pour 100 000 habitants sur la période du 7 au 13 juin 2021 et le taux de positivité des tests est de 1,3 % sur cette même période ; que, toutefois, plusieurs clusters restent actifs dans le département, en raison de la difficulté à arrêter les chaînes de transmission du virus dans des milieux où l'activité et la vie collective en présentiel présentent des facteurs propices à la contamination ;

CONSIDÉRANT que la présence ultra majoritaire du variant 20I/501Y.V1 (Royaume-Uni) sur le territoire départemental favorise une propagation plus rapide du virus et l'apparition de chaînes de contamination plus difficilement maîtrisables malgré la mise en œuvre active de la stratégie de prévention, dépistage et isolement des personnes testées positives à la covid-19 ;

CONSIDÉRANT que bien que la baisse tendancielle se traduise par une réduction du nombre de déclarations de clusters, notamment dans le secteur des établissements médico-sociaux, des situations complexes persistent dans certains milieux : établissements scolaires, entreprises... ; que ces événements montrent l'importance de continuer à respecter les gestes barrières et à maintenir des mesures de prévention renforcées, en particulier, dans les situations où la densité humaine et les contacts prolongés sont importants, afin d'éviter des fermetures préjudiciables à la continuité des activités éducatives, sociales et économiques du département ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de maintenir des mesures de prévention des risques de propagation sanitaire, visant à prévenir tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public lorsque la densité et les contacts humains sont importants ; que ces mesures contribuent à lutter contre la propagation du virus et à favoriser le contrôle de ses effets en termes de mortalité évitables et de saturation du système de soins ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

CONSIDÉRANT que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

SUR proposition du directeur des services du cabinet ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : A compter de la date du présent arrêté et **jusqu'au 30 juin 2021 inclus**, le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus :

- dans l'ensemble des marchés de plein vent, des braderies, des brocantes, des vide-greniers, des ventes aux déballages,
- aux abords des établissements scolaires et universitaires, et des accueils de loisirs sans hébergement,
- dans les transports en commun, aux abords des gares, des quais et des abris bus,
- dans les files d'attente,
- dans tous les rassemblements de plus de dix personnes sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public sur le territoire du département de l'Aveyron.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue par le présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque définie précédemment ne s'applique pas aux personnes pratiquant une activité sportive autorisée dans le cadre de l'article 42-II du décret n° 2020-699 du 1^{er} juin 2021 modifié.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n° 2021-153-1 du 2 juin 2021 prescrivant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public sur le territoire du département de l'Aveyron est abrogé.

Article 4 : Conformément à l'article L.3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe et en cas de récidive dans les quinze jours, d'une amende de cinquième classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général ;

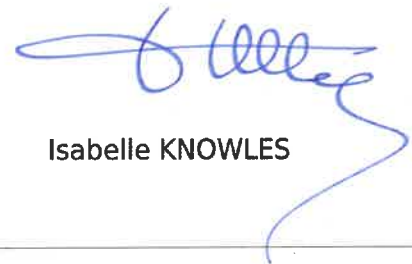
Article 5 : La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous ⁽¹⁾.

Article 6 : Le directeur des services du cabinet,
La sous-préfète de Rodez,
Les sous-préfets de Millau et de Villefranche-de-Rouergue,
Le directeur départemental de la sécurité publique de l'Aveyron,
Le commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Aveyron,
Les maires du département de l'Aveyron,

sont chargés en chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aveyron et sur le site internet des services de l'État en Aveyron. Un exemplaire de cet arrêté sera transmis au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rodez.

Fait à Rodez, le 17 juin 2021

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,



Isabelle KNOWLES

⁽¹⁾ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à
Madame la préfète de l'Aveyron
Direction des services du cabinet
Service des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure
CS 73114
12031 RODEZ CEDEX 9
- **un recours hiérarchique**, adressé à
Monsieur le ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08
- **un recours contentieux**, adressé au
Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Service émetteur : Direction Générale – Direction de Crise
Affaire suivie par : Benjamin ARNAL
Courriel : benjamin.arnal@ars.sante.fr
Téléphone : 05-65-73-69-00
Date : 17/06/2021

Madame la Préfète du département de l'Aveyron

Objet : Situation épidémiologique Covid19 en Aveyron et allègement du port du masque

Madame la Préfète,

Sur la période du 7 au 13 juin 2021, Santé Publique France indique, pour le département de l'Aveyron, les données suivantes :

- Taux de positivité de 1.3 % et taux d'incidence de 31.3/100 000 habitants.

L'analyse de ces données révèle un ralentissement marqué de la circulation virale. Cette tendance est observée depuis plusieurs semaines dans le département. La baisse des hospitalisations et admissions en services de soins critiques en lien avec le covid-19 se poursuit également.

Dans ce contexte, l'allègement de l'obligation du port du masque en extérieur et dans les établissements recevant du public de plein air peut être envisagé, dès lors que la distanciation physique peut être respectée et en l'absence de risque de regroupement prévisible ou de promiscuité de personnes.

Ainsi, tout lieu ne permettant pas ni d'écarter le risque de regroupement ni d'observer une distanciation physique pourrait être exclu de cette mesure d'allègement : marchés, brocantes, manifestations, transports en commun et leurs abords, spectacles, rues et zones piétonnes particulièrement fréquentées, abords des centres commerciaux, abords des écoles, abords des lieux de cultes, files d'attentes...

L'examen régulier des indicateurs précités pourra conduire, en cas de hausse, à formuler de nouveaux avis en faveur d'aménagements locaux à cet allègement, au niveau départemental comme infra-départemental.

Je vous prie d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur général, et par délégation,
Le directeur de la délégation départementale de l'Aveyron

Benjamin ARNAL